

### Les subsides

s'opposent à tout contact avec les Américains et ils nous rebatent encore les oreilles avec les mêmes arguments. Nos adversaires nous demandent de croire que la libéralisation de notre commerce avec notre associé le plus important n'est pas à notre avantage. Ils s'opposent à nos tentatives en ce sens pour diverses raisons; certains le font parce qu'ils craignent le changement, d'autres parce qu'ils craignent l'inconnu, d'autres à cause de leur propre intérêt et d'autres parce qu'ils croient, à tort selon moi, que cela peut leur procurer des avantages politiques quelconques.

Il est temps que l'opposition défende les positions illogiques et souvent contradictoires qu'elle a adoptées. Nous en lisons et nous en entendons encore des exemples tous les jours. Le NPD nous en a donné encore un aujourd'hui. Le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) disait en juin dernier qu'il n'y avait rien de mal à essayer de libéraliser le commerce avec les États-Unis tant que le Canada s'efforçait aussi de libéraliser ses échanges avec tous les autres pays. J'ai déjà expliqué que le gouvernement ne veut pas mettre tous ses oeufs dans le même panier, comme le montre la façon dont nous avons garanti des négociations sans l'imposition de conditions préalables à Punta del Este. Plus tard, le très honorable député a dit que les négociations canado-américaines risquaient de «contribuer à l'effondrement du système commercial international en favorisant la création d'un bloc commercial régional en Amérique du Nord». Il y a quelques jours à peine, il disait que si nous reculions maintenant, cela risquait de donner lieu à toutes sortes de mesures compensatrices nocives à notre endroit. Il ne peut pas jouer ainsi sur les deux tableaux. Ou bien il croit que nous devrions profiter de toutes les occasions pour favoriser les intérêts commerciaux du Canada, en même temps bilatéralement et multilatéralement, comme nous le faisons maintenant, ou bien il croit que nous devrions nous refuser à profiter des occasions qui se présentent sur tous les fronts pour assurer le mieux possible notre prospérité future.

Ce n'est pas étonnant que les Canadiens soient perplexes. Ils savent qu'il ne faut pas faire les choses à moitié. Ils savent qu'une entente négociée avec les États-Unis pourrait être conclue dans l'espace d'un an ou de 18 mois, alors que les négociations du GATT prendront quatre ou cinq ans. Les Canadiens savent que les lois commerciales des États-Unis ont une application générale et que seule une entente bilatérale peut entraîner l'établissement d'un régime spécial pour le Canada.

Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) ne semble pas d'accord avec son propre chef. Il veut que le Canada mette fin par dépit aux pourparlers avec les États-Unis. Il semble favoriser une autre solution qu'il décrit comme étant une stratégie industrielle. Je lui signale que la notion sur laquelle il se fonde, soit que deux pays peuvent faire leur commerce par secteurs, avait été promulguée par son parti quand il était au pouvoir et qu'elle avait été rejetée par le Canada et les États-Unis. Le député ressort maintenant la même vieille théorie.

Je ne rappellerai pas ce que le parti du député a fait dans le domaine de la collaboration. Quant à nous, notre politique commerciale se fonde sur la collaboration avec tous les intérêts. Je ne rappellerai pas à la Chambre les gestes de mépris du

parti libéral envers l'Ouest, le catastrophique Programme énergétique national et les sentiments qui poussaient les représentants de ce parti à dire des choses comme: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé»? Je rappellerai simplement que la réconciliation nationale est l'une des idées sur lesquelles se base le gouvernement actuel, et l'esprit de collaboration que nous avons favorisé pendant tout le conflit sur les résineux en est un excellent exemple.

Je voudrais maintenant passer au NPD, qui a présenté la motion à l'étude aujourd'hui. Le député d'Oshawa (M. Broadbent) voudrait que nous tournions le dos aux négociations. Qu'est-ce que cela donnerait? Les réalités de ce monde sont cruelles et l'irascibilité n'y compte pas pour beaucoup. Ce serait facile de se retirer des négociations, mais cela ne protégerait pas les emplois des Canadiens. Cela n'assurerait pas notre croissance et notre prospérité. Cela n'améliorerait pas la communauté mondiale et notre rôle international. Nous n'adopterons pas la voie de la facilité et nous ne nous déroberons pas à nos responsabilités. Les Canadiens le savent, même si le député ne s'en rend pas compte.

Même à cet égard, la position du NPD n'est pas claire. D'une part, les néo-démocrates demandent qu'on mette fin aux pourparlers. D'autre part, le député d'Essex—Windsor demande qu'ils soient suspendus, présumément pour être repris plus tard. Le public ne sait pas trop non seulement si le NPD veut que les pourparlers soient rompus ou poursuivis, mais aussi pourquoi le NPD n'appuie pas de tout coeur des négociations qui assureraient et amélioreraient les occasions d'emploi pour les Canadiens.

Toutes les grandes analyses économiques faites au Canada, y compris le rapport du Conseil économique du Canada de la semaine dernière, ont montré qu'un accord commercial produirait des emplois, des milliers d'emplois. Pourtant, les néo-démocrates s'y opposent. Puis-je vous rappeler que le Conseil économique, après avoir fait évoluer ses scénarios et examiné le libre-échange, a avancé que l'option de libre-échange, si nous la poursuivions, pourrait créer jusqu'à 321 000 nouveaux emplois. On disait également que si les protectionnistes gagnaient et si nous continuions sur la voie d'un protectionnisme toujours plus grand, le Canada pourrait perdre un total net de plus d'un demi million d'emplois. Alors que nous luttons pour préserver les emplois et en créer de nouveaux, les néo-démocrates voudraient que nous renoncions. Cependant, ils ne nous proposent rien à la place. Au lieu de travailler à un traité commercial à long terme, qui résoudrait de façon durable les problèmes entre nos deux pays, ce parti veut que nous considérions une simple liste d'irritants entre le Canada et les États-Unis qui sont nés au fil des années de relations commerciales.

Notre objectif est de résoudre la situation par un traité à long terme qui lierait les parties, mettrait fin aux différends ou prévoirait des moyens de les régler. Nous demandons de débattre d'année en année, jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, d'une liste d'irritants commerciaux, ne me paraît pas une façon constructive de s'attaquer au problème. Au contraire, il faut revoir la base même de nos relations commerciales et mettre en place un cadre de règlement des différends.

Contrairement aux deux partis d'en face, le gouvernement progressiste-conservateur a une grande foi dans les Canadiens, nous savons qu'ils peuvent être productifs, faire preuve de